

La machine clientéliste ne doit pas échapper totalement au parti.

Mais les pans les plus viables du « gâteau national » au niveau desquels s'échange l'essentiel des ressources (financières notamment) fait l'objet de convoitises et de traitement particuliers. Il s'agit des activités et des acteurs liés à l'ouverture libérale et à l'émergence du gros capital privé structuré, que la mondialisation a porté à des niveaux inédits en Tunisie (sociétés, entreprises, groupes et holdings au niveau des secteurs clé).

Le pôle politique et le pôle économique entretiennent des relations d'interdépendance sur un fonds de méfiance larvée. Cette méfiance entre ces deux pôles est un processus ancien car depuis d'indépendance, le pouvoir central (développeur exclusif de la nation) a toujours vu d'un mauvais œil l'émergence d'un entrepreneuriat national qui constituerait l'embryon d'une bourgeoisie nationale susceptible de prétendre au pouvoir (rappelons-nous le traitement réservé par Bourguiba aux acteurs politiques réputés financiers, banquiers, chefs

d'entreprises, ... et autres héritiers de grosses fortunes ; il ne semblait aimer ni l'argent ni les gens qui en parlent, à commencer par son propre fils).

Or, le déficit de légitimité du pouvoir déchu (et déjà déçu !...d'être aussi mal aimé) l'a conduit à la dérive maffieuse et à des rapports ambigus avec les pôles de l'argent qui ont ambitionné de se structurer comme pôle de pouvoir prétendant à l'autonomie et à la participation aux processus décisionnels : La caste au pouvoir cherchait tour à tour à rivaliser, à soumettre au chantage, à ravager, à phagocyter ou à se substituer aux détenteurs de capitaux pour peu qu'ils soient suspectés de désir ou des capacités de puissance. Les alliances matrimoniales ont servi parfois à exorciser la peur qui marquait les rapports entre le pôle économique et le pôle politique (mariages entre le clan et le milieu entrepreneurial à commencer par le « patron des patrons »)

Le clan au pouvoir vivait un double déficit de légitimité : D'un côté vis-à-vis de la population, perçu comme un pseudo leadership, et de l'autre côté vis-à-vis de la

classe des entrepreneurs, considéré comme acteurs parvenus disposant d'une fortune indue qui se confond avec les ressources publiques.

Une sociologie de la complexité et des paradoxes doit intégrer dans la même unité d'analyse les structures, les acteurs et les processus qui les traversent. De ce point de vue, la tendance totalitaire et la dérive maffieuse en tant que processus, prennent appui sur les comportements stratégiques des divers acteurs mais trouvent leur source dans les structures aussi bien organisatrices qu'idéologiques qui en constituent le support. C'est tout l'enjeu d'une sociologie de la complexité post révolution qui devra analyser la dynamique des acteurs face à un ensemble de processus interdits d'expression : l'islamisme, le régionalisme, le mouvement revendicatif syndical et populaire, la lutte des classes et la lutte des places désignant les enjeux de pouvoir.

Abdelkhaleq B'CHIR

Sociologue, Monastir, INTES, Tunis

RÉVOLUTION ET RUPTURE(S)

C'est un lieu commun de faire de la rupture avec l'ordre établi une condition *sine qua non* de la réalisation de la révolution. Mais, la notion de rupture est moins évidente à saisir qu'il n'y paraît. Elle n'est jamais définie définitivement, car c'est dans le feu de l'action qu'on fixe son plafond et toujours d'une manière provisoire en rapport avec le contexte. Il n'est pas exclu d'ailleurs qu'elle débouche sur la notion antinomique de continuité.

En Tunisie, en l'espace de quelques semaines, la rupture a changé plusieurs fois de contenu. Le suicide de Bouazizi a révélé la nécessité de rompre avec une politique de l'emploi aussi inefficace qu'inéquitable. Les réactions maladroites et de toute façon tardives du pouvoir central ont scellé la rupture avec Ben Ali et son clan, avec pour mot d'ordre « plutôt crever que perdre sa dignité ». Au lendemain de la fuite du dictateur, c'est au tour de la dictature, puis du parti qui lui est associé, de tomber dans le collimateur de la rupture. Du coup, avec l'appel à la démocratie, c'est tout le système politique qui est remis en question. Ainsi, la succession en un temps record des mots-slogans de la rupture : *équité, dignité et démocratie* donnent-ils la mesure de l'importance de la cassure entre gouvernants et gouvernés.

Cependant, comme dans la plupart des révolutions, une autre rupture n'a pas tardé à se mettre à l'œuvre, cette fois-ci entre révoltés et révolutionnaires, entre ceux qui, excédés par la radicalisation de la contestation, entendent maintenant marquer le pas et ceux qui, emportés par l'élan, sont

continuité. Ce résultat paradoxal est, en fait, le résultat du passage de l'enthousiasme à la peur. Peur de perdre des acquis, mais aussi de provoquer un désordre social, défavorable à l'establishment.

Maintenant, il faut dire que rupture en temps révolutionnaire rime aussi avec surenchère, du moins pour une catégorie de personnes, celle qui, par opportunisme ou par peur d'être démasquée lorsque sonne l'heure de la vérification des cursus, n'a pas d'autre moyen que de se saisir de la rupture comme d'une arme de la dernière chance. La notion de rupture se présente alors de plus en plus en filigrane, servant de prétexte à certaines idéologies ou de stratégies de gestion des risques. Aussi, certaines ruptures réclamées apparaissent-elles comme artificielles, voire comme des leurres.

En fait, l'approche de cette notion est inhérente à l'étude des acteurs et des intermédiaires. Elle requiert de la part du chercheur une analyse à la fois du discours et de la pratique des uns et des autres pour distinguer la rupture qui a favorisé une dynamique d'innovation de celle qui a suscité plutôt le besoin de continuité, voire la restauration sous une autre forme d'une situation pré-révolutionnaire.

Hassen EL ANNABI

Historien, CERES, Tunis



© AFP, Fethi Belaid.

décidés à aller de l'avant. Si la rupture recèle pour ces derniers un contenu positif, elle devient pour leurs contradicteurs synonyme de déstabilisation, voire d'anarchie. D'aucuns se risquent même à gommer la radicalité de la rupture en réintégrant le phénomène révolutionnaire dans la longue durée.

La recherche du temps perdu ou le retour à une période considérée idyllique fournit une autre dimension à la rupture, celle de la